



ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES *ec*
Région de La Réunion

L'observatoire *Péi*

S SAGIS
GROUPE & CIE

IMAGE PME À LA RÉUNION

3^e trimestre 2024

Le chiffre d'affaires global des 4 289 TPE-PME réunionnaises observées est toujours en recul, par rapport au même trimestre de 2023, mais moins fortement qu'au trimestre précédent. Ce recul est dû au secteur du commerce, alors que l'industrie, le BTP et les services sont légèrement positifs.

Au cumul des 9 premiers mois de l'année, en dehors de l'industrie, en très légère croissance de CA par rapport à 2023, les trois autres secteurs sont encore en recul.

Synthèse

Au 3^e trimestre 2024, le Chiffre d'Affaires (CA) des TPE-PME est en baisse de 0.8% par rapport au même trimestre de l'année passée (contre -2.5% pour le trimestre précédent). Il s'agit du quatrième trimestre de baisse consécutif, après treize trimestres consécutifs de hausse.

La Réunion se situe en 12^e position des régions étudiées, avec un résultat inférieur de 0.9% à la moyenne nationale. *NB : ces résultats ne sont pas corrigés de l'inflation. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2.1% à La Réunion (septembre, sur 12 mois - INSEE).*

Au cumul pour les 9 premiers mois de l'année, le CA global est en recul de 1.2%.

- 1) Les TPE-PME réunionnaises du **SECTEUR INDUSTRIEL** voient leur CA progresser de 0.8% ce trimestre par rapport au même trimestre de l'année passée (+0.3% en cumul annuel à date). Les TPE-PME de l'industrie manufacturière voient quant à elles leur CA stagner ce trimestre, à + 0.1% (+1.2% en cumul annuel à date).
- 2) Le CA des TPE-PME du **BTP** et des transports augmente de 1% ce trimestre par rapport au 3^e trimestre 2023 (-2.7% en cumul annuel à date), avec, dans le détail, une augmentation ce trimestre de 1.8% pour la construction (-3% au cumul) et une baisse de 2.1% pour le transport / l'entreposage (-1.6% au cumul).

- 3) Les TPE-PME du secteur des **SERVICES** ont un CA en faible augmentation de 0.2% ce trimestre par rapport au 3ème trimestre 2023 (-2.1% en cumul annuel à date). Les évolutions en détails sont contrastées :
- Les entreprises qui exercent dans le domaine de « l'enseignement » voient leur CA augmenter de 12% ce trimestre (+3.1% en cumul annuel à date).
 - Les « services administratifs et de soutien » croissent de 0.8% ce trimestre (+2.9% en cumul annuel).
 - Celles du domaine des « arts, spectacles et activités récréatives » augmentent leur CA de 8.2% ce trimestre (+2.4% en cumul annuel).
 - Celles du domaine de « la santé humaine et l'action sociale » progressent de 1.7% ce trimestre (+2.3% en cumul annuel à date).
 - « Les activités spécialisées, scientifiques et techniques » croissent de 3.1% ce trimestre (-1.6% en cumul annuel)
 - Celles liées à « l'hébergement et la restauration » sont en baisse forte de 7.6% (-2.5% en cumul annuel)
 - Les PME de « l'information et communication » baissent de 5.1% ce trimestre (-3.6% en cumul annuel)
 - Les activités « immobilières » baissent de 0.7% ce trimestre (-5.8% en cumul annuel).
 - Les « activités financières et d'assurances », baissent de 10.7% ce trimestre (-6.4% en cumul annuel)
- 4) Enfin, celles qui exercent dans le secteur du **COMMERCE** voient leur CA diminuer de 2% ce trimestre par rapport au 3ème trimestre 2023 (-0.8% en cumul annuel à date).

Cette analyse du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de La Réunion est réalisée en collaboration avec le cabinet d'étude SAGIS.



⇒ **Rappel du périmètre étudié à la Réunion sur le trimestre : 4 289 TPE-PME du champs ICS (Industrie, Commerce, Services) réalisant moins de 50 millions d'euros de CA**

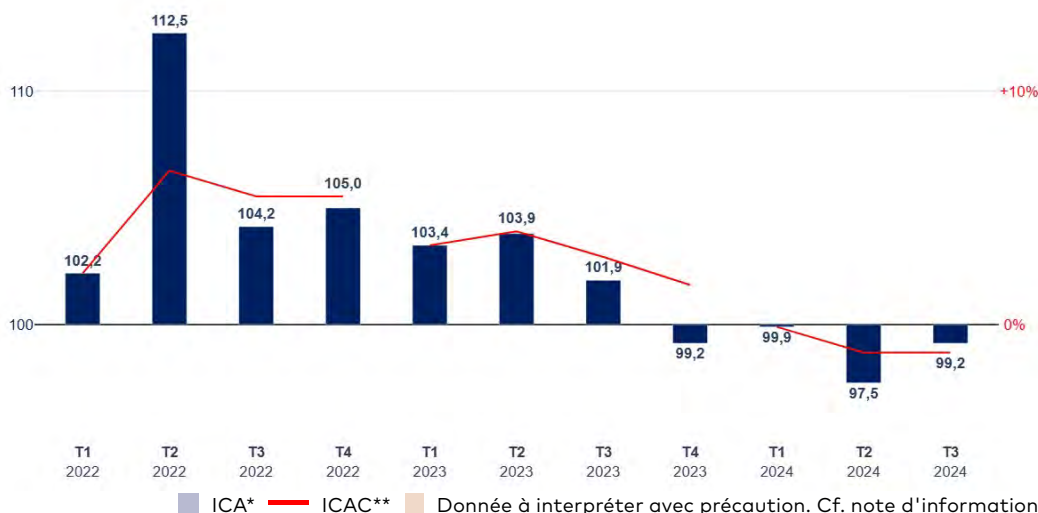
Les données proviennent de la base de données nationale Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales, réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME.

Les données proviennent des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA) : il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

NB : les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé (note méthodologique complète en fin de document).

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

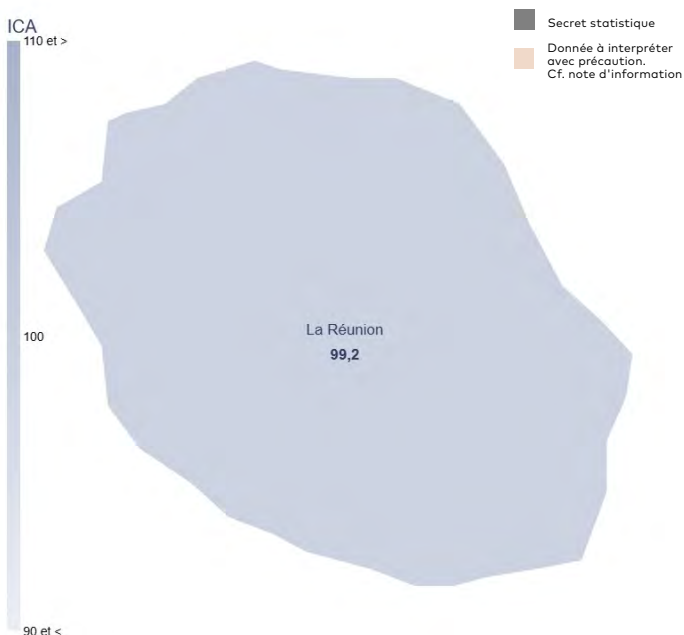
- Au 3e trimestre 2024, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 4 300 TPE-PME de La Réunion de notre échantillon est de 99,2, soit une baisse de chiffre d'affaires de 0,8% par rapport au 3e trimestre 2023. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de diminution de CA pour les structures de la région. Cette performance les place au 12e rang du classement national avec un résultat inférieur de 0,9 point à la moyenne française. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une diminution de CA de 1,2% depuis le début de l'année.
- Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation à La Réunion a augmenté de 2,1% en septembre 2024 sur les 12 derniers mois. La hausse des prix poursuit donc sa décélération mais reste supérieure à celle de la France dans son ensemble (+1,1%). Cette diminution de l'inflation s'explique par la baisse des prix des produits manufacturés, de l'énergie et le ralentissement de ceux des services.



-1,2 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

La carte de la région



Nota Bene

Attention, pour les données concernant La Réunion, la taille de l'échantillon de TPE-PME (environ 4 300 chaque trimestre) ne remet pas en cause les tendances d'évolution mais il convient d'être prudent dans l'interprétation de leur ampleur. Pour les secteurs au niveau le plus fin, les tendances peuvent ainsi être particulièrement volatiles.

*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés.
 **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Industrie manufacturière (C)

Au 3e trimestre 2024, les 355 structures de l'industrie manufacturière de l'échantillon voient leur activité stagner après la progression du trimestre précédent (+1,6%). En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent une hausse de CA s'élevant à 1,2%.



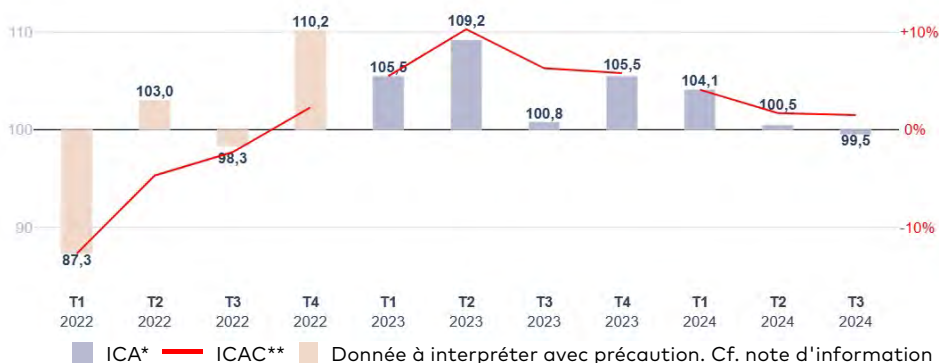
+1,2 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Après sept trimestres consécutifs de progression d'activité, les 57 TPE-PME réunionnaises de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon voient leur CA reculer de 0,5% (en valeur) au 3e trimestre 2024 comparativement au 3e trimestre 2023. En cumulé depuis le début d'année, elles affichent une croissance de 1,5%. Le secteur reste concurrentiel entre les boulangeries-pâtisseries artisanales, les chaînes de boulangeries qui se développent et les offres attractives des grandes surfaces alimentaires qui tentent de répondre à la baisse de pouvoir d'achat des ménages. Le segment de la restauration salée constitue toutefois un relais de croissance. Certaines structures s'orientent également vers des segments plus haut de gamme. Par ailleurs, selon le baromètre ISM-MAAF, le nombre d'apprentis tend à diminuer, posant la question de l'attractivité de la filière.



+1,5 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Construction (F)

Les 644 TPE-PME de la construction de l'échantillon enregistrent une hausse d'activité de 1,8% en valeur au 3e trimestre 2024, après la baisse de 5,8% au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, elles voient leur CA reculer de 3%. La FFB maintient ses prévisions pessimistes pour l'année 2024 avec une crise du logement neuf qui ne se dément pas. Les mises en chantier chutent de plus de 13% entre janvier et juillet et les permis de construire reculent de près de 10% sur la même période. La croissance de l'activité d'amélioration-entretien poursuit sa décélération (+1,1% entre les 2e trimestres 2023 et 2024). La CAPEB confirme la tendance morose avec un recul d'activité de 5% en glissement annuel dans sa note de conjoncture du 3e trimestre 2024. L'activité entretien-amélioration recule de 1%. En parallèle, l'activité en amélioration de la performance énergétique des logements diminue également de 0,5% ce trimestre. La trésorerie des entreprises est impactée en lien avec la baisse de l'activité et l'allongement des délais de paiement des clients.



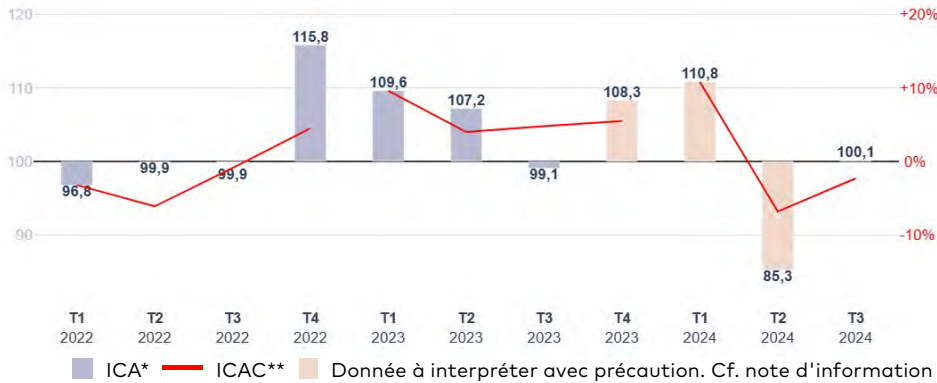
-3 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (43.99C)

Les 136 entreprises de maçonnerie de l'échantillon voient leur activité légèrement progresser de 0,1% en valeur au 3e trimestre, après la forte baisse de 14,7% du 2e trimestre. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur voient leur CA reculer de 2,3%. Selon la DEAL Réunion, dans sa note de conjoncture du 2e trimestre 2024, de juillet 2023 à juin 2024, le nombre de logements autorisés à la construction est estimé à 7 270, +4,5% en glissement annuel grâce au dynamisme des autorisations de



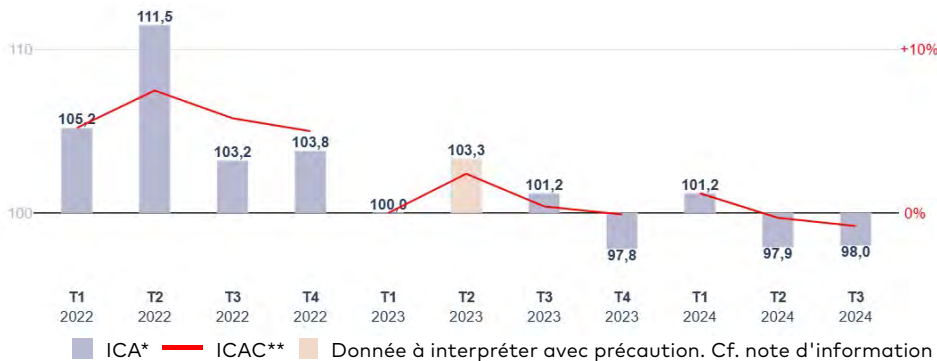
-2,3 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Commerce (G)

Les 1 286 TPE-PME réunionnaises du commerce de l'échantillon affichent un nouveau trimestre de recul d'activité au 3e trimestre 2024 (-2% en valeur), après -2,1% au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, le CA affiche un recul de 0,8%. Le contexte inflationniste ne joue pas en faveur du secteur avec des ménages qui continuent de voir leur pouvoir d'achat impacté.



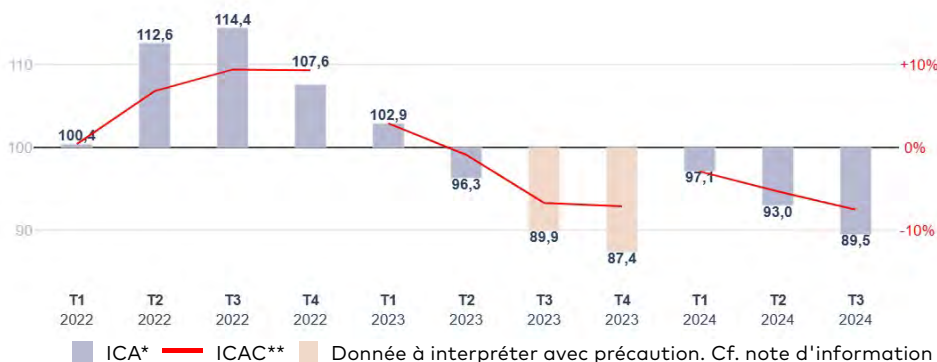
-0,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (47.71Z)

Les 147 TPE-PME du commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé de l'échantillon enregistrent une nouvelle baisse de CA de 10,5% en valeur au 3e trimestre 2024 et de 7,5% en cumulé depuis le début d'année. La période inflationniste actuelle joue contre le secteur avec des ménages qui devraient, cette année encore, opérer des arbitrages au détriment de l'habillement. De plus, les entreprises du secteur font face à la concurrence toujours plus forte des plateformes en ligne de vente de seconde main, mais aussi des spécialistes de la vente en ligne et des grands acteurs de la vente directe depuis l'étranger.



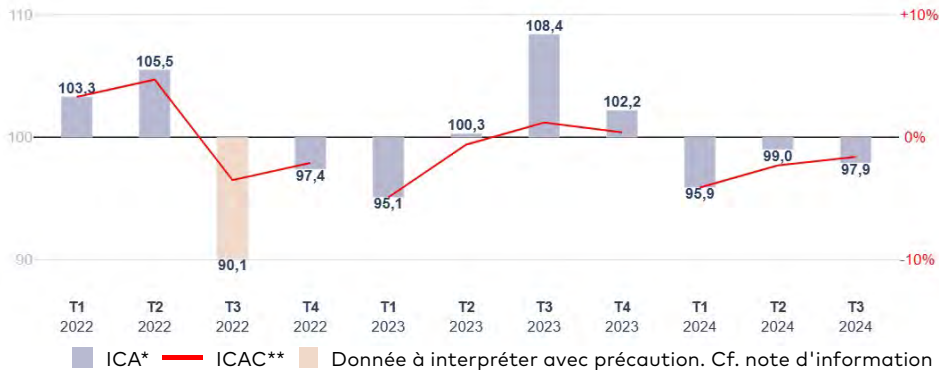
-7,5 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Transports et entreposage (H)

Au 3e trimestre 2024, les 184 structures des transports et de l'entreposage de l'échantillon enregistrent une nouvelle réduction de CA (-2,1% en valeur) après les baisses de 4,1% et de 1% aux 1er et 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, le recul atteint 1,6%. Selon la Fédération nationale du transport routier, l'activité au 3e trimestre a stagné par rapport au précédent trimestre et devrait continuer de rester à un niveau bas jusqu'à la fin d'année. Elle indique également que les effectifs salariés ont diminué lors du 3e trimestre 2024 et continueront de baisser au 4e trimestre 2024, par rapport aux trimestres précédents. De plus, près de la moitié des entreprises du secteur rencontrent des difficultés de recrutement, d'après l'enquête de l'INSEE réalisée en juillet 2024.



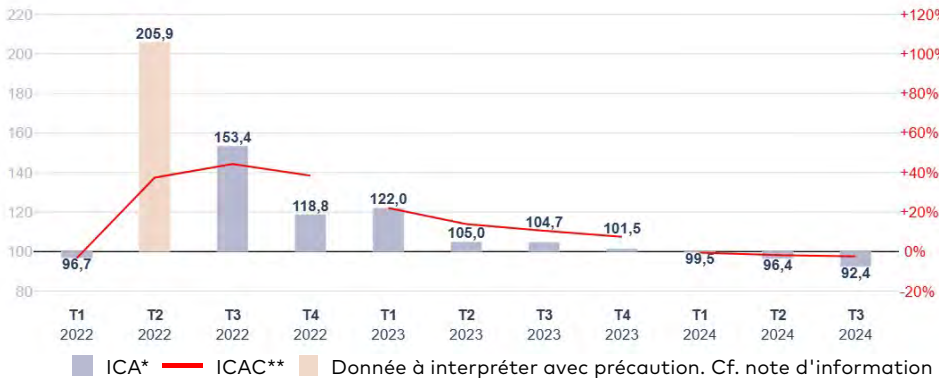
-1,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Hébergement et restauration (I)

Pour le troisième trimestre consécutif, les 173 structures de l'hébergement et restauration voient leur activité se replier : -7,6% au 3e trimestre et -2,5% en cumulé depuis le début d'année. Selon le président de l'IRT (Ile de la Réunion Tourisme), La Réunion devrait atteindre de nouveau le nombre de 556 000 touristes, comme en 2023. Le premier semestre enregistre une hausse de 0,2% de ce nombre et un léger tassement se profile sur le second semestre. Au-delà de la fréquentation, les recettes enregistrées devraient légèrement diminuer en lien avec la baisse du pouvoir d'achat des touristes et la hausse du prix des billets d'avion. Cela se répercute sur l'activité d'hébergement et restauration notamment.



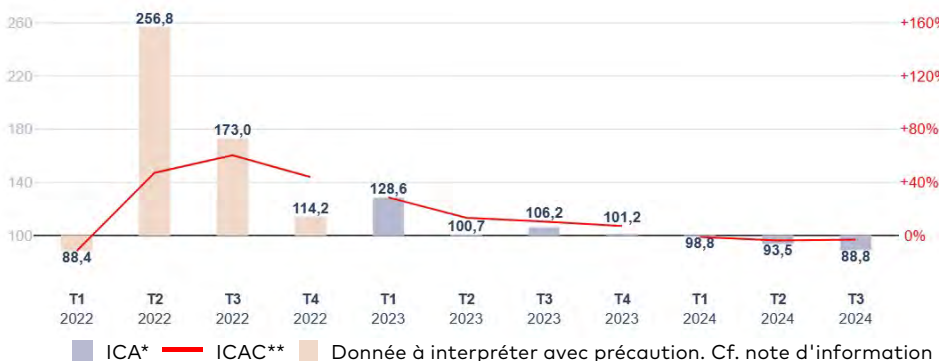
-2,5 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Restauration traditionnelle (56.10A)

Troisième trimestre consécutif de recul pour l'activité des 85 restaurants traditionnels de l'échantillon : -11,2% au cours du 3e trimestre après -1,2 et -6,5% aux 1er et 2e trimestre. En cumulé depuis le début d'année, la baisse atteint 3,2%. Les difficultés sur le pouvoir d'achat continuent de peser sur le secteur : selon Atout France, 27% des Français déclarent être moins allés au restaurant cette année et La Réunion ne semble pas faire exception.



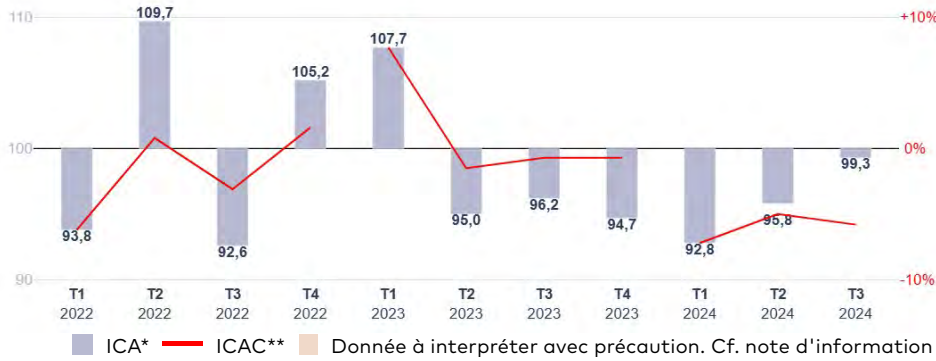
-3,2 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Activités immobilières (L)

Les 400 entreprises des activités immobilières de l'échantillon affichent un sixième trimestre consécutif de diminution de leur CA, même si la baisse semble ralentir : -0,7% au 3e trimestre 2024 en glissement annuel (mais avec un effet de base très favorable). En cumulé depuis le début d'année, la baisse est de 5,8%. La chute des ventes de logements au niveau national pèse lourdement sur le secteur immobilier : 783 000 ventes entre août 2023 et juillet 2024 soit -20% sur un an. Selon l'Observatoire de l'immobilier réunionnais, l'offre de biens reste limitée avec un indice autour de 70 sur le 3e trimestre 2024 (base 100 en juin 20218, avec un pic bas à 46 en août 2022), la demande de biens est quant à elle autour de 100 sur la période.



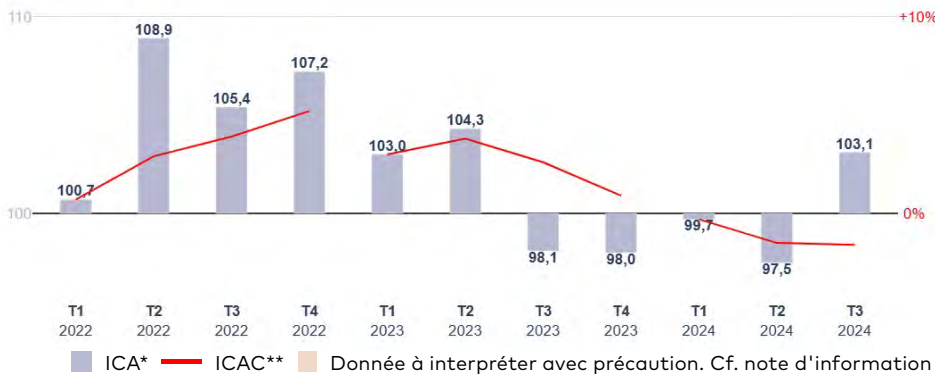
-5,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Activités spécialisées, scientifiques et techniques (M)

Après quatre trimestres de recul d'activité, les 493 TPE-PME des activités spécialisées, scientifiques et techniques de l'échantillon voient leur chiffre d'affaires progresser de 3,1% en valeur au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, le CA des entreprises du secteur recule de 1,6%.



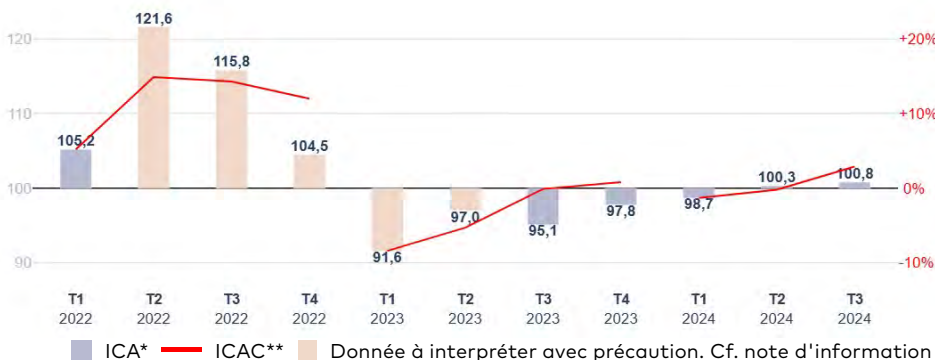
-1,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Activités de services administratifs et de soutien (N)

Après la hausse d'activité du 2e trimestre 2024 (+0,3% en valeur), les 163 structures des activités des services administratifs et de soutien (location de véhicules, agences de voyages, travaux d'aménagements paysagers, sécurité...) voient leur CA de nouveau progresser : +0,8% par rapport au 3e trimestre 2023 et +2,9% en cumulé depuis le début d'année.



+2,9 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 4 300 entreprises au niveau local. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr.

Infographie réalisée par :

